Semaine du Lundi 10 décembre

BREVES HEBDOMADAIRES

CHINE CONTINENTALE

CONJONCTURE (ici)

Prix: la dynamique des prix à la production continue de ralentir à +2,7% (g.a.) en novembre contre +3,3% en octobre ; l'indice des prix à la consommation ralentit également à +2,2% (g.a.) contre +2,5% en octobre

Réserves de change : les réserves augmentent de +8 Mds de USD en novembre, à 3 061 Mds de USD, dans un contexte de relative stabilité de l'USD face au RMB

BANQUE ET FINANCE (ici)

Ouverture financière : BNP Paribas Chine obtient une licence de chef de file (lead underwriting) pour les émissions d'obligations d'entreprise "Panda Bonds" ; de nouveaux quotas QFII sont accordés par la SAFE

Innovation financière : en novembre, le volume des prêts en ligne sur des plateformes P2P s'est élevé à 92,81Mds de RMB, et 94 plateformes P2P ont été retirées du marché

Règlementation : 6 grandes banques chinoises se sont vu imposer 10 amendes pour un montant total de 156,30M RMB en raison d'activités de gestion non conformes à la régulation financière

Acquisition : China Minsheng Financial est prêt à lever un fonds de 1Md de dollars visant à investir dans des activités de hautes technologies chinoises

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE (ici)

Commerce extérieur : faible progression du commerce extérieur chinois au mois de novembre (douanes chinoises)

INDUSTRIE ET NUMERIQUE (ici)

Politique industrielle : les nouvelles directives du Conseil des affaires de l'Etat à destination des gouvernements locaux ne mentionnent plus China Manufacturing 2025

Sport : Fosun devient partenaire de la Compagnie des Alpes

Automobile : nouveau recul des ventes de voitures en Chine au mois de novembre **TIC :** un tribunal chinois bloque les ventes d'iPhone à la demande de Qualcomm

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS (ici)

Développement durable : la Chine communique sur les résultats de son marché carbone **Développement durable :** organisation du séminaire « Villes éponges » par l'Agence française de développement

Energie : la société d'Etat chinoise China ZhenHua Oil Co. acquiert des parts de la concession onshore de la société Abu Dhabi National Oil Co.

HONG KONG ET MACAO (ici)

Belt & Road: l'Autorité des assurances hongkongaise lance une plateforme de soutien au développement de services d'assurance sur les projets liés aux nouvelles routes de la soie Bourse: Accord entre les bourses de Hong Kong et celles de Shanghai et Shenzhen sur l'inclusion des actions d'entreprises à capital double (« dual class shares ») dans les connexions boursières « Stock Connects » ; IPO de Fosun Tourism à Hong Kong, qui lève 428 M USD ; IPO







de Wuxi AppTec, entreprise chinoise du secteur des biotechnologies ; Hong Kong était au 10 décembre 2018 en tête du classement des places mondiales pour les IPO

Macao: Nouvel accord de coopération commerciale signé entre les gouvernements chinois et macanais





CONJONCTURE

Prix : la dynamique des prix à la production continue de ralentir à +2,7% (g.a.) en novembre contre +3,3% en octobre ; l'indice des prix à la consommation ralentit également à +2,2 % (g.a.) contre +2,5% en octobre

La dynamique des prix à la consommation (IPC) ralentit à +2,2% en glissement annuel en novembre. L'inflation sous-jacente (hors prix de l'énergie et des aliments) reste stable à +1,8%. Le sous-indice des prix des aliments ralentit à +2,5 % en g.a. en novembre contre 3,3 % en octobre. Cette évolution s'explique par un net ralentissement des prix des légumes (+1,5% en novembre contre +10,1% en septembre) et ce malgré la dissipation de la tendance baissière des prix du porc (-1,1 % en g.a. en novembre contre -1,3 % en septembre).

L'indice des prix à la production (IPP) fléchit en novembre, à +2,7% en glissement annuel (g.a.) contre +3,3% en octobre 2018. Ce ralentissement s'explique pour une large part par un recul des prix des matières premières (à +4,6% en g.a. en novembre contre +6,7% en octobre) et du secteur manufacturier (à 2,2% en g.a. en novembre contre 2,5% en octobre). Pour mémoire, la croissance en g.a. de l'IPP est redevenue positive en septembre 2016 pour la première fois depuis plus de quatre ans, se portant à +5,5% en 2016 et avec un maximum à +7,8% en février 2017.

Le Gouverneur de la PBoC Yi Gang avait prévu une croissance légèrement supérieure à 2% pour l'IPC et une croissance située entre +3% et +4% pour l'IPP; la moyenne des indices IPC sur les 10 premiers mois s'élève à 2,1% et celles des indices IPP à 3,9%.

Réserves de change: les réserves augmentent de 8 Mds USD en novembre, à 3 061 Mds USD, dans un contexte de relative stabilité de l'USD face au RMB

La valeur en USD des réserves de change officielles chinoises a augmenté, pour la première fois depuis juillet, de 8 Mds USD en novembre, à 3061 Mds USD contre 3 053 Mds USD fin octobre. En outre, le CNY s'est apprécié de 0.2% face au dollar en novembre, suite à l'annonce d'une trêve dans la guerre commerciale. Les statistiques des variations des réserves au bilan de la banque centrale (comptabilisés au coût historique, donc hors effet de valeur) attestent de très faibles flux mensuels nets de réserves depuis juin 2017.

Pour rappel, le Gouverneur YI Gang a écarté l'éventualité d'une utilisation du taux de change ou des réserves (largement placées en bons du Trésor américain) en réponse aux tarifs douaniers instaurés par les autorités américaines sur certains biens chinois.







BANQUE ET FINANCE

Ouverture financière : BNP Paribas Chine obtient une licence de chef de file (*lead underwriting*) pour les émissions d'obligations d'entreprise "Panda Bonds"

La BNP a annoncé via un communiqué de presse le lundi 10 décembre avoir obtenu de la NAFMII (Association Nationale des Investisseurs Institutionnels du Marché Financier de Chine) la licence dite *lead underwriting* lui permettant de participer en qualité de chef de file à des emprunts « *Panda Bonds* » en RMB émis par des entreprises non-résidentes sur le marché obligataire chinois *onshore*.

Cette licence permettra à BNP Paribas en Chine d'agir en qualité de souscripteur principal des obligations libellées en renminbi, également connues sous le nom d'Obligations Entreprise « *Panda Bonds* », émises par les émetteurs privés étrangers.

Pour mémoire, BNP Paribas est seulement la troisième banque internationale à recevoir une telle licence (après HSBC et Standard Chartered). La banque était auparavant habilitée depuis janvier 2017 à agir en qualité de junior *underwriter* pour les émissions de « *Panda Bonds* ».

Ouverture financière : de nouveaux quotas QFII sont accordés par la SAFE

A fin novembre 2018, 286 institutions étrangères ont reçu des quotas s'élevant à 100,56Mds USD dans le cadre du programme QFII de la Chine par *State Administration of Foreign Exchange* (SAFE), soit une hausse de 30M USD par rapport à fin octobre (100,26Mds USD au total). Cette hausse est principalement imputable à *APG Asset Management N.V.*, un fond de pension néerlandais. En comparaison avec l'année dernière, 2018 a enregistré une forte croissance de QFII (97,16Mds USD au total à fin 2017), ce qui reflète d'une part l'ouverture progressive du marché financier chinois, d'autre part le besoin d'allocation d'actifs transfrontaliers de la part des investisseurs institutionnels étrangers. En termes de RQFII, les quotas accordés augmentent aussi de 37,61Mds de RMB par rapport à fin 2017, pour un montant total de 642,67Mds de RMB à fin novembre 2018.

Actuellement, les investisseurs institutionnels étrangers se focalisent sur les entreprises chinoises de haute technologie et à fort potentiel dans les domaines de la santé, de l'intelligence artificielle, des véhicules électriques, Internet industriel etc. Parmi ces entreprises chinoises, *Contemporary Amperex Technology Co. Limited* (CATL), une entreprise technologique spécialisée dans la production de batteries au lithium pour les véhicules électriques, est classée au premier rang avec 7 entreprises étrangères qui en détiennent des actions, notamment *JPMorgan, Merrill Lynch, UBS et Hillhouse Capital Management Pte. Ltd.*

Pour mémoire, les programmes QFII et RQFII ont été lancés respectivement en 2002 et 2011 et ont longtemps constitué le principal canal d'accès des investisseurs étrangers aux marchés financiers chinois. A noter que les investisseurs qualifiés ne peuvent pas détenir en cumulé plus de 10% d'une société cotée et sont restreints dans le champ de leurs investissements (quoique le champ soit légèrement plus large que celui des « connexions »). Les quotas sont attribués individuellement aux institutions financières qui doivent soumettre une demande à la CSRC puis à la SAFE.







Innovation financière : en novembre, le volume des prêts en ligne sur des plateformes P2P s'est élevé à 93 Mds de RMB, et 94 plateformes P2P ont été retirées du marché

Selon Le Rapport du Financement en Ligne National de Novembre 2018, le volume de prêts en ligne sur des plateformes de particulier-à-particulier (P2P) a atteint 93 Mds de RMB, soit une baisse de 70,24% par rapport à novembre 2017; le taux d'intérêt annuel moyen s'est élevé à 8,98%, en hausse de 21 points de base; et la durée moyenne de prêt atteint désormais 11,02 mois, soit une augmentation de 33%. A noter que 94 plateformes de prêt P2P ont été retirées le mois dernier alors qu'en octobre, il n'y avait eu que 66 plateformes P2P exclues.

Du point de vue régional, les trois principales provinces dans lesquelles les plateformes P2P ont réalisé le chiffre d'affaires le plus élevé en novembre étaient : Beijing (26,47Mds de RMB), la province du Guangdong (21,72Mds de RMB) et la province du Zhejiang (18,69Mds de RMB), soit une augmentation de 1,04Md de RMB, une baisse de 1,60Md de RMB et une diminution de 2,17Md de RMB respectivement par rapport au mois précédent. Le chiffre d'affaires total des plateformes P2P dans ces trois régions est de 66,89Mds de RMB, représentant 72% du montant total au niveau national.

En termes de taille, 281 plateformes P2P ont réalisé un chiffre d'affaires inférieur à 1M RMB en novembre ; 565 plateformes P2P ont réalisé un chiffre d'affaires compris entre 1M et 10M RMB ; 472 plateformes P2P ont réalisé un chiffre d'affaires compris entre 10M et 100M RMB ; 133 plateformes P2P ont réalisé un chiffre d'affaires supérieur à 100M RMB et 18 plateformes P2P ont réalisé un chiffre d'affaires dépassant 1Md RMB.

La gestion des risques financiers en ligne par les autorités chinoises est entrée dans une période critique, à l'issue de laquelle de nombreuses plateformes P2P risquent d'être éliminées. Le vice-président de la banque centrale chinoise et administrateur de la SAFE, Pan Gongsheng, a prononcé un discours au Forum de la Finance en Ligne de la Chine en soulignant la surveillance et le contrôle accrus du gouvernement à l'égard du secteur des technologies financières, en particulier pour les activités illégales impliquant des prêts en ligne P2P non autorisés et des crypto-monnaies.

Pour mémoire, une vague de défauts balaye l'industrie des prêts P2P depuis le mois de juin, avec plus de 221 plateformes qui ont connu des « problèmes » en juillet, contre 217 cas recensés sur l'année 2017. Depuis le début 2018, 850 plateformes P2P ont fait défaut pour un montant total de 800 Mds RMB. Ces « problèmes » sont définis comme l'incapacité des investisseurs à retirer leurs fonds, le lancement d'enquêtes policières et l'impossibilité de joindre les dirigeants responsables de ces plateformes.

Règlementation : 6 grandes banques chinoises se sont vu imposer 10 amendes pour un montant total de 156,30M RMB en raison d'activités de gestion non conformes à la régulation financière

Le 7 décembre, le régulateur bancaire et assurantiel (CBIRC) a imposé 10 amendes à 6 grandes banques chinoises, la *China Minsheng Bank, China Bohai Bank, China Everbright Bank, China Zheshang Bank, China CITIC Bank* et *Bank of Communications*, pour un montant total de 156,30M RMB.

S'agissant du nombre de sanctions, *China Minsheng Bank* en a reçu le plus avec 4 amendes. En ce qui concerne le montant, *China Zheshang Bank* a été condamnée à l'amende la plus lourde, de 55M RMB, en liaison avec des chefs d'inculpation impliquant la violation de 7 activités de gestion financière.







En général, les banques sanctionnées avaient toutes enfreint le cadre de régulation financière. Ainsi, China Minsheng Bank a utilisé des financements interbancaires et des ressources liées à de la gestion de patrimoine pour investir pour compte propre de manière illégale dans l'immobilier et/ou régler des frais de transactions foncières et d'expropriation; China Bohai Bank a rencontré des problèmes liés au maintien d'une garantie de retour sur investissement (alors que la loi prohibe désormais explicitement ce type de garantie); China Everbright Bank vend des produits financiers en les assortissant de manœuvres dolosives; China Zheshang Bank ne respecte pas les règles de cloison étanche entre activités de marché

(« murailles de Chine ») et autres activités; China CITIC Bank rencontre également des problèmes résultant de l'utilisation de fonds qu'elle ne possédait pas (dépôts confiés par des tiers aux fins de gestion patrimoniale) pour financer l'acquisition de terrains ; elle a également assorti la vente de produits financiers de garanties illicites; Bank of Communications publie des informations non conformes à la régulation, au titre des produits financiers qu'elle commercialise.

Acquisition : China Minsheng Financial est prêt à lever un fonds de 1Md de dollars visant à investir dans des activités de hautes technologies chinoises

China Minsheng Financial (CMF) projette de lever un fonds de 1Md de dollars visant à investir dans des special purpose acquisition companies (SPAC) axées sur l'acquisition de technologies chinoises et d'actifs de fabrication haut de gamme. CMF a indiqué que cette structure spéciale permettait à des entreprises chinoises voulant lever des capitaux par introduction en bourse (IPO) de le faire aux Etats-Unis, en raison des difficultés qu'elles ont de le faire en Chine, notamment par IPO normale (souvent plus coûteuse et nécessitant un délai plus long). La première transaction de SPAC par CMF au Nasdaq serait accomplie au premier semestre de 2019.

L'origine des SPACs chinoises introduites aux Etats-Unis remonte à l'année 2015, date à laquelle *Pacific Special Acquisition Corp.* (filiale de *The Pacific Securities Co.,Ltd.*) a été la première SPAC chinoise inscrite au Nasdaq, et cette coquille a bien réussi à fusionner avec *Borqs International Holding Corp.* en 2017.

Une Special Purpose Acquisition Company (SPAC) est un type de fonds d'investissement permettant d'investir dans des transactions de type Private Equity, notamment les rachats à effet de levier (LBO). Les SPACs sont généralement des coquilles vides qui n'ont pas d'activités opérationnelles au moment de leur cotation, mais dont l'objet après la levée des fonds consiste à effectuer une acquisition ou une fusion dans un secteur particulier et avant une échéance déterminée. Apparues aux États-Unis dans les années 1990, les SPACs ont explosé avant la crise financière avec un montant de 9,2Mds USD de fonds levés en 2007, et ensuite chuté à seulement 44M USD en 2009. Ces dernières années, les SPACs recommencent à s'accroître avec un montant de 12,3Mds de USD levés en 2018.

Retour au sommaire (<u>ici</u>)







ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE

Commerce extérieur : faible progression du commerce extérieur chinois au mois de novembre (douanes chinoises)

Les douanes chinoises ont publié, samedi 8 décembre, les chiffres préliminaires du commerce extérieur pour le mois de novembre 2018. Après deux mois de progression rapide (+15% en glissement annuel en septembre, +18% en octobre), les échanges extérieurs de la Chine connaissent un ralentissement en novembre. Les importations atteignent leur plus faible taux de croissance de l'année (+3% en glissement annuel contre +21% en octobre et 15% en septembre). Les exportations progressent elles de 5%, contre +15% en octobre et +14% en septembre. En conséquence, l'excédent commercial de la Chine se creuse de nouveau au mois de novembre (+45 Mds USD). Malgré les tarifs sino-américains, les exportations chinoises vers les États-Unis augmentent de manière plus rapide que vers les autres partenaires commerciaux de la Chine (+10% en g.a. en novembre contre +6% vers l'UE et +5% vers l'ASEAN). En revanche, les importations de biens américains diminuent de 25%. En conséquence, l'excédent commercial chinois vis-à-vis des États-Unis atteint en novembre un niveau mensuel record, à près de 36 Mds USD.

Le dynamisme des exportations chinoises peut s'expliquer en partie par une anticipation de la part des exportateurs chinois et les importateurs américains de l'entrée en vigueur d'une nouvelle vague de tarifs américains. Ce phénomène de *frontloading* ne doit toutefois pas être surévalué — la récente dépréciation du CNY par rapport au USD ayant également pu jouer un rôle. Dans le cas d'une reprise des hostilités commerciales se manifestant par l'imposition de nouveaux tarifs, certains analystes anticipent un effondrement durable des exportations vers les États-Unis en début d'année 2019. Pour rappel, en cas d'échec des négociations sino-américaines de 90 jours entamées au 1^{er} décembre, les tarifs américains sur 200 Mds USD d'importations de produits chinois pourraient être relevés à 25% (voir brèves de la semaine du 26 novembre). L'administration américaine a également menacé d'imposer des tarifs sur les 267 Mds USD restants de biens chinois importés par les États-Unis.





INDUSTRIE ET NUMERIQUE

Politique industrielle : les nouvelles directives du Conseil des affaires de l'Etat à destination des gouvernements locaux ne mentionnent plus China Manufacturing 2025

Le Conseil des affaires de l'Etat a adressé mercredi de nouvelles directives aux autorités locales. Contrairement aux années précédentes, elles ne font plus mention du programme industriel "China Manufacturing 2025", ni des aides attribuées pour réduire les surcapacités dans le charbon et l'acier, ni de la promotion des partenariats public-privé. En 2016, les directives indiquaient que le gouvernement financerait en priorité les régions qui appliqueraient le programme "China Manufacturing 2025". Dans ses nouvelles directives, le Conseil des affaires de l'Etat promet de récompenser les autorités locales qui auront respecté les objectifs fixés en 2016 et inclut de nouvelles priorités dont: le développement des campagnes (promotion du e-commerce, modernisation de l'agriculture), la bonne gestion des ressources en eau, la promotion du commerce et des investissements étrangers. Si le plan industriel "China Manufacturing 2025" n'est plus mentionné, l'objectif de montée en gamme et de transformation de l'industrie y figure toujours.

Pour mémoire, "China Manufacturing 2025" est un plan industriel lancé en 2015 par les autorités chinoises. Son objectif est de transformer la Chine en une puissance industrielle high tech. Il fixe 10 secteurs stratégiques dans lesquels la Chine a pour ambition de devenir leader. Cela inclut entre autres les véhicules autonomes, la robotique et les semi-conducteurs. Dans la mesure où cette stratégie industrielle repose abondamment sur les finances publiques et est susceptible de créer des distorsions sur les marchés, elle a été la cible de critiques de la part de certains pays occidentaux et notamment des Etats-Unis qui accusent la Chine d'utiliser des pratiques déloyales et illégales pour développer de nouvelles technologies. Le retrait du terme "China Manufacturing 2025" s'inscrit donc dans un contexte de guerre commerciale et vise à apaiser les craintes de la première puissance économique mondiale. Selon le Wall Street Journal, l'initiative " China Manufactruing 2025" pourrait être remplacée par un autre programme dans lequel la volonté de dominer le secteur industriel serait moins présente, au profit de celle visant à ouvrir davantage le pays aux entreprises étrangères.

Sport : Fosun devient partenaire de la Compagnie des Alpes

La Compagnie des Alpes a annoncé lundi un partenariat industriel avec le conglomérat chinois. Il inclut la construction d'un *snow dome* (station de ski en intérieur) dans la région de Shanghaï. L'entreprise française a indiqué ne pas pour autant rejeter l'idée d'une entrée futur de Fosun à son capital. Le leader mondial de l'exploitation des domaines skiables en France est en négociations depuis plus de deux ans avec de potentiels nouveaux actionnaires, dont Fosun - déjà propriétaire du Club Med et de la maison de couture Lanvin.

Pour mémoire, la Compagnie des Alpes est un groupe détenu à 40% par la Caisse des dépôts et consignations (CDC) et qui est à la tête de 11 domaines skiables. En Chine, le groupe a remporté plusieurs contrats de conseil dans des stations de ski chinoises. Lundi, la Compagnie des Alpes a également annoncé des résultats annuels "historiques", avec un bénéfice net de 57 M EUR, contre 31 M EUR un an plus tôt. Son chiffre d'affaires a pour sa part progressé de 3,1% sur l'année, pour s'établir à 778 M EUR, grâce à une fréquentation en hausse dans ses stations de ski et ses destinations de loisirs. De son côté, Fosun vient d'introduire à la Bourse de Hong Kong sa division Tourisme, qui comprend notamment le Club Med et qui a levé 376 M EUR la semaine dernière.







Automobile : nouveau recul des ventes de voitures en Chine au mois de novembre

Les ventes automobiles ont continué de décliner en Chine en novembre, de 13,9% sur un an. Selon les chiffres de l'Association chinoise des constructeurs automobiles (CAAM), 2,55 M de véhicules ont été vendus le mois dernier. Sur les 11 premiers mois de l'année, les ventes ont chuté de 1,7%, atteignant 25 M, et la production a enregistré une baisse de 2,6% à 25,33 M. Cependant, les ventes de véhicules à énergie nouvelle (hybride rechargeable, électrique et hydrogène) continuent à augmenter avec une croissance de 37,6% en novembre 2018 par rapport à novembre 2017. Leurs ventes sur les 11 premiers mois de 2018 ont bondi de 68% en glissement annuel, représentant 1 M d'unités.

Le recul des ventes de voitures en Chine peut s'expliquer par plusieurs facteurs: le ralentissement de l'économie chinoise, les incertitudes et les hausses de tarifs douaniers liées à la guerre commerciale avec les Etats-Unis, la suppression de certains types de subvention et la fermeture de plateformes P2P (auprès desquelles se finançaient de nombreux ménages dans les villes de deuxième et troisième rang). Cette semaine, le secrétaire américain au Commerce Wilbur Ross a annoncé que la Chine s'apprêtait à baisser ses tarifs douaniers sur les exportations américaines de véhicules (actuellement de 40%). La hausse des tarifs douaniers avaient notamment impacté les constructeurs automobiles allemands, dont BMW qui a annoncé son objectif de renforcer ses capacités de production en Chine pour réduire son exposition à l'évolution des tarifs.

TIC : un tribunal chinois bloque les ventes d'iPhone à la demande de Qualcomm

Le tribunal intermédiaire de Fuzhou a interdit la vente et l'importation en Chine des modèles d'iPhone 6 à X. Qualcomm avait accusé le producteur de smartphone américain d'avoir utilisé de façon abusive certains de ses brevets. Cette décision d'un tribunal chinois est un nouvel épisode dans une longue et complexe bataille qui oppose Apple au producteur de semi-conducteurs Qualcomm. Qualcomm accuse son ancien client d'avoir orchestré une campagne de plusieurs années pour voler des informations confidentielles et des secrets commerciaux afin d'aider Intel et d'autres rivaux dans le domaine des puces pour mobiles. Il défend l'idée que l'objectif d'Apple était de changer de fournisseur en passant par Intel. Face au verdict du tribunal de Fuzhou le producteur américain de smartphones a annoncé que tous les modèles d'iPhone resteront disponibles pour ses clients en Chine et qu'elle utilisera tous les moyens légaux à sa disposition pour se défendre.

Pour mémoire, Qualcomm est l'un des principaux fournisseurs de ZTE. Au mois de juillet, dans un contexte de guerre commerciale Les autorités chinoises avaient refusé d'approuver la fusion entre le groupe américain et son concurrent néerlandais NXP.

Au niveau mondial, Apple est la première entreprise de smartphones en termes de part de marché (18,6%) devant Samsung et Huawei. Sur le marché chinois elle fait partie des 4 premières marques derrière Huawei, Vivo et Oppo. A l'image de ses concurrents elle a été affectée par la baisse des ventes de smartphone en Chine en 2017. Le marché chinois est le plus important marché pour les smartphones et représente un tiers des ventes au niveau mondial.







DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS

Développement durable : la Chine communique sur les résultats de son marché carbone

M. Xie Zhenhua, ancien ministre chinois et Chef négociateur en charge des questions climatiques pour la Chine, s'est exprimé en marge de la 24ème Conférence des Parties à la convention Climat à Katowice en Pologne sur le marché carbone chinois. M. Xie Zhenhua a rappelé que, depuis 2011, la Chine a mis en place 7 marchés pilotes régionaux. En octobre 2018, les volumes échangés ont dépassé 264 millions de tonnes d'émissions carbone pour un montant total de plus de 860 M USD. Actuellement, seules les entreprises du secteur de l'énergie, de la sidérurgie et de la production de ciment participent aux marchés carbone chinois pilotes.

M. Xie Zhenhua a indiqué que les entreprises participantes ont réalisé une double réduction, à la fois du volume et de l'intensité des émissions carbone, ce qui illustre l'effet bénéfique d'un tel système dans le cadre de la lutte contre le changement climatique; ces retours d'expérience sont également positifs dans le cadre de l'élaboration du marché carbone national.

Pour mémoire, le Conseil des affaires d'Etat a publié le 18 novembre une liste de 30 recommandations pour favoriser le développement régional, parmi lesquelles la mise en place de systèmes d'échange de ressources naturelles, d'émissions carbone et de droit à la consommation énergétique.

Développement durable : organisation du séminaire « Villes éponges » par l'Agence française de développement

Le mardi 11 décembre s'est tenu le séminaire « Villes éponges et résilience urbaine » co-organisé par le Ministère chinois des finances (MOF), la Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC), l'Agence française de développement (AFD) et l'Ambassade de France en Chine, avec le soutien du Ministère chinois du logement et du développement urbain et rural (MOHURD) et du Ministère de la transition écologique et solidaire (MTES).

Le séminaire a permis un partage d'expérience entre, d'une part, les experts et décideurs chinois chargés de concevoir et mettre en œuvre la politique nationale des « villes éponges » et d'autre part des experts français et chinois en urbanisme, hydrologie et prévention des risques. En particulier, le séminaire a permis de traiter les thématiques de gouvernance territoriale pour assurer la gestion intégrée de la ressource en eau et d'intégration des eaux pluviales dans la construction de la ville et la planification urbaine, en Chine et en France. Le séminaire a également permis d'aborder la thématique des risques d'inondations sur un territoire, de la prévention jusqu'à l'accompagnement, et d'exposer les leçons tirées des premières expériences de villes-éponge en Chine.

Pour mémoire, le gouvernement chinois a annoncé en 2015 le lancement du programme national baptisé « *Sponge Cities* » (ou « Ville éponge »), qui vise à repenser la gestion de la ressource en eau dans les villes. Dans ce cadre, 30 villes ont été sélectionnées pour tester des programmes pilotes de villes éponges. Cette démarche propose des solutions pour absorber, stocker, drainer et réutiliser les eaux de ruissellement. Elle encourage aussi la prévention des inondations en intégrant des principes d'urbanisme permettant d'améliorer la résilience des villes face aux inondations. Dans cette optique, la mise en œuvre d'une programmation urbaine permettant une meilleure connaissance des enjeux







de gestion des eaux de ruissellement, tout en intégrant les impacts du changement climatique, est un défi fort pour les municipalités chinoises.

Energie : la société d'Etat chinoise *China ZhenHua Oil Co.* acquiert des parts de la concession *onshore* de la société *Abu Dhabi National Oil Co.*

A travers une société fille *North Petroleum International Co.*, la société d'Etat *China ZhenHua Oil Co.* a racheté 4% des parts de la concession *onshore* de la société *Abu Dhabi National Oil Co.* (Adnoc) à la société chinoise privée *CEFC China Energy Co,* soit le total de la participation de cette dernière entreprise. Cela permettra à *China ZhenHua Oil Co.* d'obtenir 3,2 millions de tonnes de pétrole par an au niveau de production actuel. La concession exploite 14 champs de pétrole dans le désert de Rub'al Khali, dans la partie émiratie de la péninsule arabique, riche en hydrocarbures.

La nouvelle prise de participation de *China ZhenHua Oil Co.* devrait permettre à la société d'Etat chinoise de participer à la prise de décision et à la gestion des champs de pétrole de la concession, aux côtés d'Adnoc, actionnaire majoritaire, et des autres actionnaires minoritaires BP, Total, *China National Petroleum Corp*, Inpex Corp. et GS Energy.

China ZhenHua Oil Co. est une entité fondée en 2003 et intégrée au groupe militaire d'Etat China North Industries Group Corp, directement sous le contrôle de la Commission d'administration et de supervision des immobilisations du Conseil des affaires d'Etat. La société d'Etat chinoise opère 11 projets d'exploration et de production d'hydrocarbures dans plusieurs pays, dont l'Egypte, la Birmanie, le Kazakhstan, le Pakistan et l'Iraq.

CEFC China Energy Co. est quant à elle une société privée chinoise. Au début de l'année 2018, la société a rencontré des problèmes financiers, suite à des soupçons de crimes économiques.

Cette acquisition contribue à sécuriser les approvisionnements chinois en matière d'hydrocarbures, qui devraient continuer de croître dans les prochaines années pour répondre à la demande énergétique croissante chinoise. Par ailleurs, l'Administration générale des douanes chinoise a indiqué une augmentation des importations de pétrole en novembre 2018 de 8,5% par rapport à novembre 2017, pour atteindre 10,43 millions de barils par jour, soit un record d'importation de barils pour la Chine.

Retour au sommaire (<u>ici</u>)







HONG KONG et MACAO

Belt & Road : L'Autorité des assurances hongkongaise lance une plateforme de soutien au développement de services d'assurance sur les projets liés aux nouvelles routes de la soie.

À l'occasion du Forum asiatique de l'assurance le 11 décembre dernier, le directeur de l'autorité des assurances (« Insurance Authority ») a souligné que si les produits d'assurance vie et d'assurance générale étaient très développés à Hong Kong, il espérait que « le marché des produits d'assurance liés aux projets d'infrastructure se développe davantage, permettant de couvrir les risques d'ordre politique ou le risque terroriste ». 29 compagnies d'assurance hongkongaises et internationales, dont le français AXA, ont à l'heure actuelle rejoint cette plateforme, dénommée « Belt and Road Insurance Exchange Facilitation » (BRIEF), qui doit jouer un rôle de diffusion d'information et de mise en relation des assureurs et des entreprises participant au projet Belt & Road.

Bourse: Accord entre les bourses de Hong Kong et celles de Shanghai et Shenzhen sur l'inclusion des actions d'entreprises à capital double (« *dual class shares* ») dans les connexions boursières « Stock Connects ».

Les opérateurs des trois places sont parvenus à un accord sur les conditions d'inclusion de ce type d'actions, particulièrement prisé des entreprises du secteur des nouvelles technologies, dans les « Stock Connects ». Cet accord, dont les détails n'ont pas été rendus publics, entrera en vigueur au second semestre 2019 et donnera accès aux investisseurs chinois aux entreprises technologiques ayant réalisé leur IPO à Hong Kong depuis le lancement en avril 2018 de la réforme des règles de cotation (autorisant les structures à capital double), notamment Xiaomi.

Bourse: IPO de Fosun Tourism à Hong Kong, qui lève 428 M USD.

Fosun Tourism, qui comprend notamment le Club Med, a vendu 214,2 millions d'actions au prix de 15,60 HKD, dans le bas de la fourchette indicative comprise entre 15,60 et 20 dollars HKD. Le montant levé pourrait être porté à 492 M USD en cas d'utilisation d'une option de surallocation (« *Greenshoe option* » ou « *over-allotment option* »), mécanisme par lequel l'entreprise et la banque émettrice s'accordent sur un nombre supplémentaire d'actions à émettre en cas de besoin et qui permet d'assurer la stabilité des cours.

Bourse: IPO de Wuxi AppTec, entreprise chinoise du secteur des biotechnologies.

Wuxi AppTec a levé 967 M USD le 13 décembre, après avoir réalisé une 1ère cotation à la bourse de Shanghai, où se trouve son siège social, en mars 2018. La réforme des règles de cotation lancée en avril 2018 par la bourse de Hong Kong a pour rappel autorisé pour la 1ère fois les doubles cotations, dans le but d'attirer les entreprises technologiques chinoises déjà cotées à New-York ou en Chine continentale.

Bourse: Hong Kong était au 10 décembre 2018 en tête du classement des places mondiales pour les IPO, avec 31,5 Mds USD levés, contre 30,2 Mds pour le New York Stock Exchange.







Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du S.E.R. (adresser les demandes à pekin[at]dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



MINISTÈRE DES FINANCES ET DES COMPTES PUBLICS

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INDUSTRIE ET DU NUMÉRIQUE **Auteur :** S.E.R. de Pékin et Service Economique de Hong Kong

Adresse: N°60 Tianzelu, Liangmaqiao, 3e quartier diplomatique,

district Chaoyang, 100600 BEIJING – PRC, CP 100600

Rédigé par : Hannah Fatton, Zilan Huang, Anne-Victoire Maizière, Camille Bortolini, Furui Ren, Antoine Bernez, Rodolphe Girault

Revu par: David Karmouni, Estelle Jacques, Pierre Martin, Jean-Philippe Dufour, Valérie Liang-Champrenault

Responsable de publication : Philippe Bouyoux



